

DEMANDE D'AUTORISATION DE PRATIQUER UNE PROFESSION DE LA SANTÉ

Profession

Données personnelles

Nom Sexe F M

Prénom/s Date de naissance

Nom de célibataire

Nationalité

Etrangers : Permis de séjour B C G Demande permis en cours

Code GLN *

*Seulement pour les professions enregistrées dans un registre fédéral (MedReg, PsyReg, NAREG) ; si vous ne figurez pas encore dans le registre vous concernant, veuillez vous adresser à l'OFSP (MedReg, PsyReg) ou à la Croix-Rouge suisse (NAREG).

Adresse privée

Rue, N°

NPA, localité Pays

Tél. privé Mobile

Email privé Fax

Future adresse professionnelle

Nom de l'établissement *(le cas échéant)*

Rue, N°

NPA, localité

Tél. prof. Mobile

Email prof. Fax

Site internet

Adresse pour correspondance et facturation

Adresse privée Future adresse professionnelle Si différente de ces adresses :

Rue, N°

NPA, localité Pays

Activité professionnelle envisagée

Type Nombre de demi-journée/semaine Date prévue de début

à titre indépendant (en son propre nom et à son propre compte)

à titre dépendant (salarié), sous propre responsabilité professionnelle *

* Exerce à titre dépendant, sous propre responsabilité professionnelle, tout professionnel de la santé qui, tout en ayant un statut de salarié, n'exerce pas sous la responsabilité et la surveillance d'un professionnel autorisé et assume dès lors la responsabilité professionnelle de ses actes. Ce type d'activité est notamment répandu dans les institutions ambulatoires comme des centres dentaires ou médicaux, dans des pharmacies ou droguerie de chaînes, ou dans des hôpitaux.

Avez-vous l'intention de pratiquer à charge de l'assurance-maladie obligatoire (assurance de base) ?

oui, à titre indépendant (admission personnelle)

oui, à titre dépendant, sous propre responsabilité professionnelle (admission par le biais de l'employeur)

non

Activité professionnelle antérieure

Êtes-vous déjà au bénéfice d'une autorisation de pratiquer en Suisse? oui non
Si oui, dans quels cantons ?

Avez-vous déjà demandé une autorisation de pratique dans un autre canton ? oui non
Si oui, dans quels cantons ?

Une demande d'autorisation de pratique a-t-elle été refusée par un autre canton ou pays ? oui non
Si oui, par quels cantons ou par quels pays ?

Avez-vous fait ou faites-vous l'objet d'une procédure pénale, disciplinaire ou administrative, d'une procédure en responsabilité civile professionnelle ou de poursuite pour dettes/faillite ? oui non
Si oui, veuillez nous informer, documents à l'appui, de l'état de la procédure.

Titre/s de formation (diplôme, certificat, etc.)

Titre de formation (dénomination)

Les cas échéant :

Reconnaissance/équivalence du titre de formation étranger délivrée le

*Pour les professions de **chiropraticien**, de **médecin** et de **pharmacien**:*

Titre postgrade (dénomination)*

Le cas échéant :

Reconnaissance du titre postgrade étranger délivrée le

*seul le titre postgrade correspondant à l'activité principale doit être indiqué

Remarques ou informations supplémentaires

Le requérant ou la requérante s'engage avoir fourni des informations complètes et véridiques. En cas de réponse inexacte ou trompeuse, l'autorisation de pratique pourra être refusée, voire retirée.

Le requérant ou la requérante est en outre tenu-e de signaler sans délai à l'autorité toute modification de sa situation professionnelle ou personnelle par rapport aux informations contenues dans la présente demande, en particulier les changements de nom ou d'adresse, son statut d'indépendant ou de salarié, la cessation et la reprise de son activité ainsi que le départ du canton.

Le requérant ou la requérante autorise l'autorité à se renseigner à son sujet auprès des institutions ayant délivré ses titres de formation ou leur équivalent, ainsi qu'auprès de ses employeurs, les assureurs de responsabilité civile professionnelle et des autorités de surveillance cantonales, fédérales et étrangères. Il ou elle autorise ces derniers à communiquer à l'autorité tout renseignement nécessaire au traitement de la présente demande ou à toute instruction ultérieure effectuée dans le cadre de la surveillance de son activité professionnelle, en particulier toute information permettant d'établir que le requérant ou la requérante est digne de confiance.

Lieu et date

Signature